

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Congres-bolivien-cede-sous-la-pression-de-la-rue>

Le Congrès bolivien cède sous la pression de la rue

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mercredi 1er juin 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par l'Agence France-Presse

La Paz, Le mardi 31 mai 2005

Le Congrès bolivien a finalement commencé à se réunir sous haute surveillance dans la nuit de mardi à mercredi pour tenter de surmonter la profonde crise politique et sociale que traverse depuis plusieurs mois ce pays andin, mais n'a pas atteint le quorum nécessaire pour pouvoir siéger.

Pour pouvoir siéger, le Congrès a besoin de la présence de la moitié des législateurs plus un. Or 60% d'entre eux n'avaient pas réussi à se rendre à La Paz dont les accès sont en grande partie coupés par les barrages des manifestants.

La session a été reportée à mercredi après-midi.

Les législateurs du Congrès (130 députés et 27 sénateurs) doivent répondre aux pressantes revendications des organisations syndicales, paysannes et enseignantes qui exigent notamment la convocation d'une assemblée constituante, la nationalisation ou au moins le renforcement de la loi des hydrocarbures et l'organisation d'un référendum sur l'autonomie.

Depuis deux semaines, paysans, enseignants, mineurs et ouvriers envahissent régulièrement les rues de la capitale pour exiger que le gouvernement centriste du président Carlos Mesa les écoute.

Des milliers de manifestants ont paralysé mardi le centre de La Paz en défilant autour de la place Murillo où se trouvent le palais présidentiel et le Congrès. Des affrontements parfois violents ont mis aux prises des groupes d'étudiants et les forces de l'ordre.

Les paysans d'El Alto, les mineurs et les planteurs de coca ont parcouru séparément les rues de la capitale jusqu'au quartier abritant le gouvernement bloqué par de puissantes forces de sécurité retranchées derrière des barrières métalliques. Les mineurs ont fait éclater des amorces de dynamites, les paysans de l'altiplano ont marché le fouet à l'épaule et les enseignants d'El Alto brandissaient des pancartes exigeant des augmentations salariales et le départ des compagnies pétrolières étrangères.

Le ministre bolivien de l'Intérieur Saul Lara a affirmé mardi que le président Carlos Mesa n'allait pas décréter l'état de siège met que la situation était sous contrôle.

« Il n'y a pas de décision du gouvernement de décréter l'état de siège » a indiqué le ministre au cours d'une conférence de presse au palais Quemado. « Ce sont des groupes, sans doute importants mais minoritaires qui continuent à être violents », a-t-il ajouté.

Le ministre a aussi démenti les rumeurs de démission du président Mesa, dont le départ est réclamé par les associations des habitants d'El Alto, la banlieue populaire de La Paz.

« Le président Mesa se trouve au palais, travaillant et il ne va pas démissionner. Il va rester jusqu'au 6 août 2007 », a précisé le ministre.

Les manifestants paraissent de plus en plus divisés : ceux de la ville d'El Alto semblent les plus radicaux alors que le

député du MAS (Mouvement vers le socialisme) Evo Morales apparaît presque « modéré » en ne réclamant qu'un renforcement de la loi sur les hydrocarbures, mais ni la démission de M. Mesa ni la fermeture du Congrès.

La menace de renforcer la loi sur les hydrocarbures risque de faire partir de Bolivie les compagnies pétrolières, dont Total (France), Petrobras (Brésil), Exxon Mobil (USA), Repsol Espagne et Pluspetrol (Argentine) et British Gaz (GB), mais aussi de provoquer une recrudescence des mouvements autonomistes de quatre régions, dont celle de Santa Cruz la capitale économique du pays.